

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 27 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Ils ont raison**
- 2) **Mort ou vif !**
- 3) **Une manière détestable**
- 4) **Même elle !**
- 5) **Il y sera...**
- 6) **Il tombe dans son propre piège**
- 7) **Monsieur plus propre...**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Les jeunes sont pour Hamon, et ils ont une bonne raison

Hervé Nathan

Avec le revenu universel, le candidat de la gauche du PS a répondu à une attente des jeunes, confrontés à une précarité sociale révélée dans une étude de France Stratégie. Un coup gagnant car la politique, c'est aussi de répondre à la demande sociale.



- CHAMUSSY/SIPA

Ceux pour qui le succès de Benoît Hamon à la primaire du PS est encore une surprise feraient bien d'aller regarder sur le site de France Stratégie. Ils y trouveront la raison de ce succès. Car les chercheurs de l'ex-commissariat au Plan, à la demande Myriam El Khomri, se sont posé une question : celle de « l'insertion professionnelle des jeunes ».

Les enseignements de l'étude sont très simples : les jeunes en France connaissent un sort proche de celui de leurs homologues italiens, espagnols, voire grecs, des pays au chômage de masse deux fois plus élevé que la France. **Pour un gouvernement sortant qui s'était targué de lutter d'abord pour inverser la courbe du chômage des jeunes, le bilan est accablant.**

Le constat tient en une phrase : même si « la transition des jeunes des études vers l'emploi est dans tous les pays marquée par de l'instabilité », « Le "vrai" point noir pour la France, ce sont les 13,8% des 20-24 ans au chômage – un sur-chômage qui persiste encore dix ans après leur entrée sur le marché du travail – et les 15% des 15-29 qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (les NEETs). »

Voilà donc les jeunes promis à 10 années de galère en sortant de leurs études. Alors nul ne s'étonnera que les jeunes électeurs de la primaire ait pioché le bulletin Hamon, porteur de l'idée d'un revenu universel, contestable certes, mais qui au moins semble vouloir répondre à la situation concrète de cette génération sacrifiée.

Dans la lignée de l'utopie réaliste d'un Michel Rocard

Le secret de Hamon, c'est donc d'être le candidat qui a au moins l'air de se préoccuper de leurs problèmes, de leurs réalités et non, comme les Valls, Peillon, De Rugy et - déception - Montebourg, de se lamenter à longueur de débat sur le « financement impossible » dudit revenu universel, d'annoncer à grands coups de cor de chasse « l'augmentation des impôts sur les riches mais aussi les classes moyennes » (comme si le gouvernement de Hollande s'en était privé !), voire pire encore de dénoncer la « perte de la valeur travail ». Comme si la pensée d'Edouard Balladur avait envahi les esprits des « socialistes de gouvernement ».

Benoît Hamon a réussi à faire (un peu) rêver la jeunesse d'un avenir meilleur ou simplement moins précaire. Il se place d'ailleurs non pas dans la lignée de Lénine, mais de l'utopie réaliste d'un Michel Rocard, le Premier ministre qui avait institué le RMI en 1988, une solution pour les exclus du marché de l'emploi. On peut trouver qu'il s'agit d'une nouvelle forme d'adaptation aux variations du capitalisme financier, et ce serait exact. **Mais ce n'est surtout pas en appelant, comme Manuel Valls, à l'abdication devant les impératifs budgétaires qu'on place met une société en mouvement.**



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Parti socialiste : le grand lifting ou la mort



Le retour à une paix des braves entre fondateurs et la gauche de gouvernement nécessite un congrès exceptionnel. (GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP)



Serge Raffy

Quel que soit le vainqueur de la primaire de la gauche, le PS, sous peine de mort, doit se réinventer de toute urgence. Lancer le grand débat idéologique, loin des querelles d'appareil. Est-il encore temps ?

La primaire de la gauche, avec ses imperfections, ses cafouillages, voire ses bidouillages, a eu, malgré son aspect précipité, un formidable mérite : révéler au pays l'immense désarroi idéologique dans lequel se trouvent militants et dirigeants du PS, mais pas seulement eux.

C'est tout le peuple de gauche qui est désemparé, en panne de logiciel, à la recherche d'une nouvelle doxa pour penser le monde, cette "terra incognita" que les bréviaires, marxiste ou sociaux-démocrates, ne parviennent plus à appréhender.

Ce fut sans doute la force de Benoît Hamon, face à cette panne de sens, d'avoir tenté de chercher, encore à tâtons, de nouvelles pistes. Sont-elles utopiques, abracadabrantesques ? Font-elles du député de Trappes le candidat du droit à la paresse, comme ses détracteurs le qualifient ? A-t-il une vision "Bisounours", voire suicidaire, de la compétitivité internationale ?

Un fossé béant ?

En tout cas, il relance le débat que le PS aurait dû

mener à ciel ouvert durant le quinquennat de François Hollande, celui de la vision du monde que porte l'organisation. Qu'est-ce qu'un Etat moderne aujourd'hui ? Qui sont les nouveaux exploiters, ces géants du numérique de Palo Alto ou d'ailleurs, moitié hippies, moitié ultra-capitalistes, qui ont inventé sans le savoir une lutte de classes sournoise et dématérialisée ?

Ce qu'on pourrait appeler la "gauchisation" programmée du PS est révélatrice de ce malaise et ne mérite peut-être pas les anathèmes qui risquent de pleuvoir sur un Benoît Hamon vainqueur, dimanche soir.

La survie du Parti socialiste dépend de sa capacité à assumer ce désarroi, à relever les manches et regarder en face ce grand bouleversement. Existe-t-il un fossé aussi béant qu'on le dit entre ces deux gauches irréconciliables ? Pas si sûr. Le retour à une paix des braves entre fondateurs et la gauche de gouvernement nécessite un congrès exceptionnel. De toute urgence.

Au menu de ce congrès, quelques questions-clés. Comment repenser le socialisme, le principe même de la propriété des moyens de production dans un univers digitalisé, si loin du capitalisme des 200 familles ? Que fait donc la classe ouvrière dans ce micmac, quel est son rôle émancipateur, selon l'expression des pères fondateurs du socialisme ? Peut-on distribuer des richesses qui n'existent plus ? La décroissance est-elle un mot tabou ? Les altermondialistes sont-ils des excités du bocal ou doit-on commencer à les écouter ? Comment retrouver un chemin vers les catégories populaires ?

Se réinventer

Face à cette déferlante de points d'interrogation, au cours de cette campagne coup de poing, la posture de Manuel Valls, chantre d'un pragmatisme corseté par ses années à Matignon, était intenable. L'ancien Premier ministre n'a pas eu le temps de se désintoxiquer du pouvoir, de faire un break, un inventaire, une forme de retraite, indispensable pour recharger les accus.

Et de se réinventer, non pas pour des raisons de marketing politique, mais pour être habité et porté par une nouvelle donne politique, tournée vers l'avenir. L'enfer de Matignon, et le timing, l'ont empêché de se renouveler. Or, la gauche a besoin de perspectives, et non des rêves, loin des incantations doctrinales des uns et des autres. Ce gigantesque travail de deuil d'un monde fini, ce

grand lifting idéologique du PS doit se faire au plus vite. En pleine lumière. Loin des querelles d'écuries et d'appareils. Mais n'est-il pas déjà trop tard ?

Serge Raffy journaliste



tempsreel.nouvelobs.com



III) Primaire PS: Hamon déjoue les pièges de Valls

Par christophe Gueugneau et Mathieu Magnaudeix

Divisés sur de nombreux sujets, comme l'économie ou la laïcité, les deux finalistes de la primaire du PS ont eu quelques échanges musclés au cours de l'ultime débat télévisé. L'ancien premier ministre, arrivé deuxième au premier tour, ne semble pas en mesure d'inverser la tendance et le rassemblement prévu à l'issue du second tour paraît hypothétique.

Benoît Hamon avait beaucoup à perdre. Manuel Valls, arrivé deuxième du premier tour de la primaire socialiste dimanche 22 janvier, avait

décidé de l'attaquer frontalement. Jeudi soir, l'unique débat de cet entre-deux-tours, un échange souvent nerveux, a une nouvelle fois souligné les divergences des deux candidats sur la vision du travail, la politique économique, la laïcité ou l'écologie. Sans aboutir, semble-t-il, à un grand renversement de tendance.

Au cours de cette heure et demie, Benoît Hamon a plutôt réussi à déjouer les pièges tendus par l'ancien premier ministre. À un Manuel Valls lui reprochant de « créer des illusions » et prônant une « gauche crédible », il a répondu vouloir proposer un « futur désirable » et défendre une « gauche robuste ». L'ancien premier ministre a, lui, tenté de dramatiser l'enjeu du débat, « historique, décisif pour la gauche » – des mots déjà prononcés, à peu de chose près, lors des trois précédents affrontements télévisés.



Benoît Hamon (gauche) et Manuel Valls, jeudi 25 janvier © Reuters

« Il y a une différence entre le rêve et l'illusion », a-t-il répondu lorsque Benoît Hamon a critiqué le bilan du gouvernement pour mieux défendre son projet. À plusieurs reprises – pour évoquer le récent mieux du chômage, la réduction du coût du travail, les hausses des prestations sociales ou le régime des intermittents, qu'il se targue d'avoir « sauvé » –, Manuel Valls a d'ailleurs défendu ce bilan. Le « devoir d'inventivité » revendiqué début janvier semble un peu mis de côté.

Entre ces deux tours, Manuel Valls joue une partition compliquée : il tente simultanément d'être cogueur – pour reprendre l'avantage sur son rival qui, arrivé en tête au premier tour, a reçu depuis le soutien de Montebourg, troisième – et rassembleur. Lui se voit « au cœur des progressistes », de Hamon à Macron, mais sans citer Mélenchon, quand Benoît Hamon assume des convergences avec le chef de file de la « France insoumise » sur la « planification écologique » : « Je suis dans la gauche et la gauche comprend Jean-Luc Mélenchon. » Hamon assume certes des points communs avec

Emmanuel Macron sur la « révolution numérique », mais il se montre méfiant envers d'autres propositions, notamment sur le code du travail, qui ne « relèvent clairement pas d'une certaine tradition du progrès social ».

Économie : à mille lieues l'un de l'autre

Les deux candidats ont commencé par débattre de l'économie, devant trois journalistes pressés de savoir si les programmes étaient chiffrables – en particulier celui de Benoît Hamon. Sur ce sujet, Manuel Valls a opposé depuis plusieurs jours sa conception « réaliste » à celle, « utopiste », de son concurrent. Mais ce dernier ne s'est pas démonté, citant pêle-mêle des rapports de l'OCDE, de l'université d'Oxford ou du FMI pour défendre la nécessité de répondre à la raréfaction du travail et crédibiliser ses propositions. « Tu n'as à opposer aux études que ta foi, ta croyance qu'il n'y a pas de raréfaction du travail », a-t-il lancé à Manuel Valls. « L'idée d'un gâteau [le travail – ndlr] qu'on se partagerait ne me paraît pas viable », a souligné de son côté l'ancien premier ministre, ajoutant : « Ce que les Français demandent, c'est de travailler davantage. »

Manuel Valls a rappelé sa volonté de défiscaliser les heures supplémentaires, en réponse au souhait des salariés, et estimé qu'entre 2012 et 2014, « les impôts avaient trop augmenté ». Il a cité le problème de « compétitivité » de la France et le rapport Gallois sur le sujet. « Il n'y a pas d'idéologie en matière d'économie », a-t-il assené.

Mais Benoît Hamon l'a contredit sur ce point. Il estime proposer « une option politique » : « Je regrette que tu places le débat sur le terrain de la vérité, parce que ni moi ni toi ne l'avons. » Reprenant le bilan défendu par Valls, Hamon a cité l'exemple de la défiscalisation des actions gratuites, une mesure destinée aux start-up, mais qui « a d'abord bénéficié aux grandes entreprises ». « Les rêves que vous avez financés sont ceux de ceux qui ont déjà beaucoup », a ajouté le candidat de l'aile gauche du PS. « La différence entre le rêve et l'illusion, c'est la crédibilité du projet », a répondu Manuel Valls.

Le revenu universel : pas de réconciliation

Le débat s'est ensuite naturellement porté sur le revenu universel d'existence, promu par Hamon depuis le début de sa campagne et critiqué par les autres candidats de la primaire. Le candidat de l'aile gauche du PS a été longuement, et à plusieurs reprises, interrogé sur son financement.

Si ce projet, tel qu'imaginé, est étendu à terme à tous les Français majeurs, il devrait coûter entre 300 et 450 milliards par an. « Un coût exorbitant pour la société », a estimé Valls, qui a de nouveau vanté le bilan du quinquennat – « nous avons augmenté le RSA ; le taux de pauvreté a baissé ; 600 000 personnes bénéficient aujourd'hui d'une complémentaire santé » – pour souligner sa fibre sociale. Mais pas au point de soutenir le revenu universel. « Benoît Hamon fait passer un message terrible : on renonce à la société du travail », a estimé l'ancien premier ministre. Précédemment, il avait été plus loin, qualifiant le revenu universel de prime au « farniente ».

Hamon a défendu son projet, expliquant qu'il imaginait sa mise en place en plusieurs étapes : il concernerait d'abord les 18-25 ans – ce qui correspondrait selon lui à 45 milliards par an, « la même somme que le CICE » ; ensuite, son extension serait discutée avec les partenaires sociaux. « La Sécurité sociale ne s'est pas faite en un jour », a-t-il insisté, parlant à propos du revenu universel d'un « nouveau pilier » de la protection sociale. Sur le financement proprement dit, Hamon a notamment défendu son projet de refonte de la fiscalité du patrimoine.

Manuel Valls a répliqué en se posant comme le « candidat de la feuille de paie, pas de la feuille d'impôt ». Un clin d'œil à Arnaud Montebourg, à l'origine de cette expression, alors que ce dernier a appelé clairement, dès dimanche dernier, à soutenir Benoît Hamon.

Laïcité : Manuel Valls sur la ligne dure

Depuis lundi, Manuel Valls et ses proches ont décidé d'attaquer en piqué Benoît Hamon, député de Trappes (Yvelines), sur le terrain de la laïcité. Valls le trouve « ambigu » et fustige des « accommodements » coupables. Dans Libération, un ministre vallsiste a assuré sans ciller qu'Hamon est « le candidat des Frères musulmans ». Sur Facebook, l'ancien chef de cabinet de Valls, Sébastien Gros, a dépeint Hamon en candidat du « communautarisme ». Mardi soir, les partisans de Benoît Hamon ont menacé de saisir la Haute autorité des primaires...

Lors du débat, Manuel Valls a à peine édulcoré ces critiques. Il n'a certes pas décrit Benoît Hamon en représentant de la confrérie religieuse égyptienne. Mais il lui a reproché de s'être opposé à la loi contre le voile intégral en 2010. « Ma laïcité, c'est celle de Caroline Fourest, d'Élisabeth Badinter et de la crèche Baby Loup »,

a martelé Manuel Valls, qui a répété son opposition au voile « qui conteste la République ». L'ex-premier ministre, qui défend une lecture maximaliste de la laïcité et en a fait un étendard à Matignon, a critiqué le porte-parole de Benoît Hamon, le député Alexis Bachelay, pour avoir organisé à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) une réunion « contre l'idée même d'état d'urgence [...] avec le CICF » (sic). Il s'agit en réalité du CCIF, Collectif contre l'islamophobie en France, et cette réunion, à laquelle Mediapart a assisté, a été l'occasion pour des électeurs de gauche de dire leur déception.

« La laïcité n'est pas un dogme, ni la religion de ceux qui n'ont pas de religion », a répondu Benoît Hamon. Sans revenir sur les sorties de Valls, il a fustigé les « néoconservateurs », « la droite et l'extrême droite qui sont en train d'utiliser la laïcité contre nos compatriotes musulmans ». Citant l'avis du Conseil d'État, il a rappelé que les arrêtés anti-burkini, que Manuel Valls avait approuvés à l'été 2016, sont « illégaux » et a insisté sur le fait que la loi de 1905 est « la liberté de croire et de ne pas croire ».

Écologie : Valls s'en tient au bilan

Lors d'un précédent débat, la question de l'écologie avait été abordée de manière quasi anecdotique, l'un des journalistes présents allant jusqu'à parler d'un « luxe de bobos ». Les questions ont été plus sérieuses mercredi soir, mais le sujet a tout de même été traité en quelques minutes seulement.

Alors que la France subit depuis plusieurs jours des restrictions de circulation en raison d'une forte pollution aux particules fines dans plusieurs grandes villes, les deux candidats n'ont pas eu beaucoup de temps pour développer ce thème. Manuel Valls a défendu, de nouveau, le bilan du quinquennat en la matière, rappelant la COP21, la loi de transition énergétique, la loi biodiversité et la convergence de la fiscalité entre le diesel et l'essence. « Mais je ne pense pas que la politique environnementale doive se traduire par plus d'impôts », a souligné l'ancien premier ministre, pour qui il y a tout de même un « mouvement essentiel » vers plus d'écologie. Bien plus à l'aise sur ces questions, dont il a fait un des piliers de son programme – « on ne peut plus être socialiste aujourd'hui sans être écologiste », aime-t-il à répéter –, Hamon a pu dérouler son argumentaire.

« Le bilan du gouvernement va dans le bon sens, mais il faut être beaucoup plus ferme », a-t-il estimé. Il a notamment reproché à Manuel Valls

de n'avoir pas suivi l'avis du ministère de l'écologie sur le dossier des boues rouges. Il a par ailleurs rappelé son bras de fer avec les industriels sur le bisphénol A. « Sur ces sujets, il ne faut pas avoir la main qui tremble », a dit Hamon – une expression qu'il utilise à outrance. « C'est pourquoi je propose de fusionner le ministère de l'écologie avec celui de l'industrie et de l'énergie », a répondu Valls.

Un peu plus tard, interrogés sur le dossier de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, les deux candidats ont de nouveau affiché leurs désaccords. Benoît Hamon propose de suspendre la déclaration d'utilité publique, car, selon lui, ce chantier « apporte plus de discordes que de concordes ». Manuel Valls a au contraire reproché à son ancien ministre de renoncer à un projet « soutenu par les élus et la population ». « Je ne veux pas que nous reculions, non pas face à ceux qui dénoncent pacifiquement, mais face à ceux qui ont commis des violences dans la ZAD », a ajouté l'ancien premier ministre.

Sécurité : balle au centre

En phase sur la réponse sécuritaire au terrorisme, les candidats ont eu un échange assez musclé quand Manuel Valls a reproché à Benoît Hamon de n'avoir voté qu'une prolongation de l'état d'urgence – il y en a eu trois en tout – et de s'être abstenu sur une des lois antiterroristes décidée après les attentats. « Pardon, quand on veut être président de la République, il faut aller jusqu'au bout », a-t-il lancé. « Je me suis abstenu, car nous amenions alors dans la loi des éléments qui relevaient de l'état d'urgence », a répliqué Hamon, citant les réserves exprimées alors par le député PS Jean-Jacques Urvoas, qui en assurait le suivi. Urvoas est aujourd'hui ministre de la justice et soutient Manuel Valls.

Opérations extérieures : accord complet

Si les candidats ont affiché des nuances minimales sur la sécurité, ils sont en revanche totalement d'accord sur les opérations extérieures et, plus généralement, sur la diplomatie.

Tous les deux, en effet, entendent relancer l'Europe de la défense, même si cette idée, soutenue depuis de longues années, n'est jamais parvenue à se concrétiser. Ils assument également d'une même voix les opérations lancées par François Hollande. « J'ai voté l'intervention en Irak », a souligné Benoît Hamon.

Face à Donald Trump, nouveau président des

États-Unis qui n'a cessé, ces dernières semaines, de critiquer l'Europe – il s'est en particulier félicité du Brexit et a estimé que l'Alliance atlantique était « obsolète » –, Valls comme Hamon sont d'accord. Le premier, s'il est élu, veut « convoquer une réunion de tous les Européens qui le souhaitent pour répondre à la nécessité d'une construction européenne de la défense », quand le second entend « resserrer les rangs au niveau européen », estimant que « la France a la capacité de proposer autour de son outil de défense complet les projets industriels et les coopérations qui nous permettront de substituer à l'Amérique une défense européenne ».

Irréconciliables ?

À l'ultime minute de ce débat, Benoît Hamon a promis d'« accepter le verdict » de l'élection et de soutenir Valls en cas de défaite. Manuel Valls, plus tortueux, a dit vouloir « attendre dimanche », tout en assurant que, lui, « respecte les règles ». « Respecter les règles, c'est commencer par respecter les programmes sur lesquels on est élu », a rétorqué Hamon. Valls s'est alors emporté contre « la gauche qui mène des procès en trahison ». Dès dimanche soir, les deux rivaux sont censés faire campagne ensemble au sein du PS. Difficile de dire ce qui pourra alors les réconcilier.

mediapart.fr

IV) Même Christine Boutin a apprécié le débat entre Valls et Hamon



Eric Fougere / Getty Images



par Aude LORRIAUX

Les internautes et journalistes politiques ont salué à l'unanimité un débat de bonne tenue, où les candidats ont chacun porté leurs idées avec conviction et respect mutuel.

On nous avait promis le sang et les larmes. Mais nous avons eu, n'en déplaise aux grincheux, un vrai débat.

Après une avalanche d'affaires en quelques 48 heures - emploi fictif de l'épouse de François Fillon, « ristournes » que se mettent dans la poche les sénateurs UMP et abus de frais de représentation du côté d'Emmanuel Macron - cette soirée avait de quoi réconcilier les Français avec la démocratie, à l'heure où une part de plus en plus grande d'entre eux rêvent d'un régime autoritaire. À tel point que même Christine Boutin a semblé intéressée, la passionaria de la droite catho française allant jusqu'à tweeter ses points d'accord avec le candidat frondeur de la gauche du PS Benoît Hamon :



christine Boutin @christineboutin
#PrimaireLeDebat: oui j'ai des oppositions avec @benoithamon mais Merci et 🙌 pour avoir lancé un débat de fond sur #RevenuUniversel.



christine Boutin @christineboutin
#PrimaireLeDebat "loi1905 est une des plus belle loi de la République" @benoithamon je suis la aussi Ok! Et aussi sur le voile tel qu'exposé

Qui a emporté la bataille des idées? Sans doute Benoît Hamon. Parce qu'il a réussi à mieux les exposer et porte une vision de long terme pensée dans la cohérence - ce que son adversaire n'a pas manqué de reconnaître.

Sa vision est celle d'un « futur désirable », expression qu'il a martelée et déclinée aussi bien en matière d'emploi, que d'environnement ou de santé. Il a ainsi souhaité instaurer une véritable « culture de l'activité physique », avec un « grand plan santé » où les activités sportives seraient remboursées et où l'accent serait mis sur la prévention. Sur l'emploi, il a insisté sur les transformations du travail à venir, un travail qui va selon lui se raréfier, selon des prévisions contenues dans les rapports de grandes institutions comme l'OCDE qu'il a allègrement

citées (mais aussi un peu rapidement résumées...). Répondant à une question du journaliste Gilles Bouleau sur la dette, il a avantageusement esquivé le débat en se plaçant sur celui de la "dette écologique".



Catherine Rochon @CathyRochon
#PrimaireLeDebat passionnant. Hamon vainqueur par KO.



Paul Parant @pppaulppp
"Respecter les règles, c'est d'abord respecter le programme pour lequel on a été élu." Ainsi Hamon acheva-t-il Valls. #primaireledebat



Nicolas Chapuis @nicolaschapuis
Une fois n'est pas coutume, ce débat est de bonne tenue et clair pr les potentiels électeurs sur le choix qui s'offre à eux. #PrimaireGauche



Clémentine Forissier @cforissier
On peut être d'accord avec l'un ou l'autre. Mais sur le fond, ce #PrimaireLeDebat était de super bonne tenue sur le fond. #cafaitdubien



Sylvain Attal @sylvainattal
La courtoisie inattendue de #Valls, la brillante performance de Hamon. Et si le PS avait finalement un avenir? #PrimaireLeDebat

Si Manuel Valls a gardé cette ligne du candidat du "sérieux" contre celui du "rêve", décrié comme utopiste ou irréaliste, Benoît Hamon a su se défendre par quelques répliques cinglantes : "Les rêves que vous avez financés sont ceux de ceux qui ont déjà beaucoup", a-t-il rétorqué au député d'Evry, qui lui répondait qu'il voulait bien "rêver" mais tout en restant "crédible".

L'ex-Premier ministre a paru quant à lui plus sur la défensive, passant beaucoup plus de temps à attaquer son adversaire qu'à détailler les points de son programme et mettant peu d'idées neuves sur la table.



Eugénie Bastié @EugenieBastie
Sinon c'est clairement Hamon qui mène la danse. Il propose, Valls s'oppose. #PrimaireLeDebat

Mais il a bien défendu les idées qu'on lui connaît déjà, rappelant son attachement à la laïcité, à une gestion "crédible" des finances et assumant "de nouvelles dépenses en matière de sécurité, justice, défense".

Et il a réussi à garder son calme, marquant des points avec quelques phrases percutantes, comme ce clin d'oeil à Arnaud Montebourg : "Je suis le candidat de la fiche de paie et je ne veux pas que Benoit Hamon soit celui de la feuille d'impôt".

Au final, la grande gagnante de cette soirée est peut-être la démocratie. Car s'il est difficile de départager les candidats dont aucun n'a franchement démerité, les internautes ont en revanche été unanimes sur la bonne tenue de ces échanges :

Des échanges dans lesquels on a pu voir une vraie confrontation d'idées, pleinement assumées dans leur différence, portées avec conviction, appuyées sur des chiffres et des expertises. Une fois n'est pas coutume.

mashable.france24.com

V) "Il y aura un bulletin de vote Benoît Hamon à l'élection présidentielle"



Benoît Hamon jeudi matin sur BFMTV et RMC. - BFMTV

Benoît Hamon, candidat à la primaire de la gauche, est ce jeudi matin l'invité de Jean-Jacques Bourdin sur BFMTV et RMC, au lendemain du débat de l'entre-deux tours qui l'a opposé à Manuel Valls.

Invité jeudi matin sur BFMTV et RMC, Benoît Hamon revient sur le débat de l'entre-deux tours, mercredi soir face à Manuel Valls: "Tout nous sépare sur la vision du monde" mais "d'abord, l'exercice de la primaire ne facilite pas les convergences". Face aux accusations sur son programme, jugé utopiste, Benoît Hamon se défend en citant Jean Jaurès: "Il disait qu'il faut partir du réel et aller à l'idéal".

S'il gagne dimanche prochain, le candidat à la primaire de la gauche va rechercher le rassemblement: "Je commencerai à m'adresser aux autres dirigeants de la gauche, je ne pense pas uniquement aux candidats, Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon, je pense aussi à Pierre Laurent". Et pas à Emmanuel Macron? "Il faudra qu'il clarifie sa position", prévient Benoît Hamon. "Il s'appuie aujourd'hui sur des soutiens de droite et de gauche, et lui-même se revendique d'une forme d'identité hybride entre la droite et la gauche ».

"J'irai jusqu'au bout"

Malgré son retard important dans les sondages, derrière Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron, Benoît Hamon redit sa détermination: "On n'est pas candidat à l'élection présidentielle pour faire un tour de piste. J'irai jusqu'au bout, il y aura un bulletin de vote Benoît Hamon à l'élection présidentielle. Mon engagement est complet et total, je veux être président de la République, parce que je pense que j'ai le caractère pour accomplir cette tâche dans un moment de crise, et j'ai la capacité à comprendre la France telle qu'elle est et à nous sortir des visions de la France telle qu'elle fut".

En matière de laïcité, Benoît Hamon assure ce jeudi matin qu'il ne reviendra pas sur la loi contre le voile intégral dans l'espace public: "Le point d'équilibre a été trouvé, il ne faut pas aller au-delà. Sauf à dire, pour ceux qui disent que le voile pose problème, il faut qu'ils aillent au bout: veulent-ils proposer une loi qui interdise le voile dans tout l'espace public? La loi de 1905 (sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, Ndlr) serait remise en cause. Attention à ne pas toucher à cet équilibre, parce que c'est l'art de vivre ensemble".

A.L.M.



VI) Quand Valls tombe dans le piège d'une campagne identitaire à la Sarkozy

Le second tour de la Primaire montre à la manoeuvre un Manuel Valls très mordant contre Benoît Hamon. Entre interpellation sur la laïcité, l'identité et refus de dire s'il soutiendra le vainqueur, Manuel Valls fait-il une campagne à la Sarkozy?



Afp/Lionel Bonaventure



Bruno Roger-Petit
Editorialiste invité

J'interviens également sur i-télé et Europe 1 pour débattre de politique. Retrouvez-moi aussi sur sport24.com pour parler de sport.

Bataille sur un champ de ruines qui va ruiner les dernières ruines. Le duel Hamon-Valls est en passe d'achever ce qui demeure encore debout, pantelant et chancelant, de la Vieille maison. Loin des échanges feutrés entre Martine Aubry et François Hollande, dont le climax fut le célèbre « Quand c'est flou, y a un loup ».

En 2017, nous n'en sommes plus là. Les deux candidats demeurant en lice en sont à se jeter de l'identitaire à la tête. Déjà.

A droite, Manuel Valls, sur France Info, qui refuse désormais de s'engager sur le soutien qu'il apportera, comme il s'y était engagé durant les débats de la Primaire, à Benoît Hamon au cas où ce dernier serait le vainqueur dimanche prochain. « Moi, j'attends dimanche. Je ne répondrai pas à cette question parce que j'en vois tous les pièges ».

A gauche, Benoît Hamon, qui voit venir le coup de Jarnac, qui «va demander à Manuel Valls de

clarifier» sa position à l'issue de la primaire, sur son soutien au vainqueur, et qui indique au Parisien, «Je lui demande d'accepter les règles. Il y aura un vainqueur et il représentera le PS », avant de conclure «Il y a dans ses déclarations quelque chose qui met en doute la loyauté de sa démarche».

Le piège d'une campagne identitaire

A droite, Manuel Valls, sur France Info toujours, mettant en avant sa conception de la laïcité pour mieux dénoncer le communautarisme supposé de son adversaire : «Il y a des ambiguïtés, des risques d'accommodements de son côté. Ce débat devra être précisé. Je rappellerai d'abord quelle est ma vision de la laïcité, qui est là pour protéger. Il faut sortir de toutes les ambiguïtés. Il ne peut pas y avoir le moindre compromis avec le communautarisme».

A gauche, Benoît Hamon, sur LCI, qui répond à l'accusation de Manuel Valls : «On me fait le procès de quoi ? D'être élu de banlieue, d'être confronté à la réalité de ce communautarisme que je combats, autrement que par des mots », ajoutant qu'il préfère éviter « ce terrain de la spectacularisation de la vie politique pour rester dans la sobriété ».

Ainsi, les socialistes en sont là. A s'infliger une campagne d'entre deux tours de la Primaire, avec un ancien Premier ministre socialiste qui décide de faire campagne sur une ligne identitaire. Au regard des enseignements de l'école socialiste fondée par Jaurès et Blum, Manuel Valls s'abandonne au vertige de l'école buissonnière, estimant sans doute que cette ligne politique peut encore lui permettre de sauver une investiture qui paraît chaque jour plus compromise.

Manuel Valls va-t-il finir par vanter les mérites de nos ancêtres les Gaulois ? Ou vanter la double ration de frites pour les élèves dont la religion poserait un problème à une conception identitaire de la laïcité ? L'ancien Premier ministre de François Hollande semble vouloir ranimer le buisson ardent des campagnes désespérées d'entre deux tours. En mode Sarkozy 2012. Ou Sarkozy Primaire 2016. Tout risquer pour l'emporter, quitte à prendre le risque de couler ce qui reste du navire, quand bien même ce dernier prend l'eau de toutes parts. Jouer de toutes les inquiétudes, angoisses et peurs qui seraient celles de la société française. Faire peur pour créer autour de soi un réflexe de ralliement dicté par le cerveau reptilien de l'électeur craignant pour sa survie identitaire.

Manuel Valls a donc choisi de prendre un double risque tactique.

La violence de Manuel Valls et le pire de Sarkozy

Tenter de délégitimer Benoît Hamon en refusant de s'engager aujourd'hui à le soutenir en cas de victoire, c'est dire que ce candidat pose un problème. Qu'il est suspect. Incompétent. Dangereux. C'est donc aussi se préparer, en cas de victoire pour soi-même, à ce que le camp d'en face ne soit guère enclin à vous soutenir en retour. Que Manuel Valls, à ce moment-là de la campagne, prenne un tel risque, vaut aveu de faiblesse politique.

Au surplus, faire campagne sur la dialectique laïcité/identité, c'est aller sur un terrain qui n'est pas celui de la majorité de la gauche, loin s'en faut. Cela peut flatter les sensibilités égotiques des quelques intellectuels organiques de la pensée vallsiste, qui ont longtemps eu table ouverte à Matignon, et sont désormais abonnés aux entretiens sur l'état de la gauche dans des journaux de droite, mais cela ne suffira pas. Se déporter sur ce terrain, y camper l'affrontement idéologique entre les deux candidats, c'est aller bien au-delà des traditionnels affrontements pétris par deux siècles d'histoire entre Jacobins et Girondins, révolutionnaires et réformateurs, réalistes et idéalistes, Guesde et Jaurès, Blum et Thorez, Mitterrand et Rocard, sociaux-démocrates et sociaux libéraux... C'est effectivement acter qu'il existe une forme d'irréconciliable entre les deux incarnations de la finale de la Primaire socialiste. Sauf que l'appartenance à la grande famille de gauche mérite alors d'être questionnée s'agissant du candidat qui se lance dans une opération politique qui présente en l'état tous les signes de la désespérance.

Entendons-nous bien. Il est légitime qu'un candidat en finale d'une Primaire interpelle son adversaire sur le caractère réaliste ou non de son programme économique, ou sur ses conceptions en matière de laïcité et d'identité. En revanche, compte tenu des enjeux, puisque l'on parle ici de la survie du Parti socialiste, de sa capacité à demeurer le grand parti de la gauche réformatrice de gouvernement et la grande maison des progressistes, la violence des attaques de Manuel Valls surprend. Surtout lorsqu'elles rappellent le pire de Nicolas Sarkozy et qu'il s'agit de convaincre des électeurs de gauche. L'histoire est tragique...

VII) Affaire Penelope Fillon : “Le premier gros scandale de Monsieur propre”

Courrier international - Paris



François et Penelope Fillon, le 11 décembre 2016 à Sable-sur-Sarthe. AFP PHOTO / JEAN-FRANÇOIS MONIER

D'après Le Canard enchaîné, la femme de François Fillon a touché 500 000 euros grâce à des “emplois très aidés”. La presse étrangère réagit à cette révélation sur le candidat des Républicains à la présidentielle.

“On avait presque réussi à l'oublier, entre deux attaques de Manuel Valls à l'encontre de Benoît Hamon, s'amuse le journal belge Le Soir. François Fillon a réussi – à son insu – à s'immiscer dans la campagne (soporifique) de la primaire de la gauche.”

C'est Le Canard enchaîné qui a braqué les projecteurs sur sa femme, Penelope Fillon, accusée par l'hebdomadaire satirique français d'avoir touché en tout plus de 500 000 euros pour des emplois “très aidés” – le journal n'a pas réussi à trouver de preuve de ses activités – d'abord à l'Assemblée nationale comme attachée parlementaire, puis à la Revue des deux mondes, magazine possédé par un proche de François Fillon.

Une enquête préliminaire a été ouverte ce 25 janvier pour détournement de fonds publics, abus de biens sociaux et recel de CDI.

La fin de l'image d'honnête homme de droite ?

La nouvelle n'a pas tardé à faire le tour de la presse étrangère, The Times, au Royaume-Uni, titrant par exemple “Fillon a payé sa femme 500 000 euros à ne rien faire”. Pour El Pais, en Espagne, il s'agit d'un “obstacle grave et imprévisible dans la course à l'Élysée pour le conservateur François Fillon”.



Capture d'écran de l'article de The Times.

Outre-Manche, The Guardian embreaye :

Cette affaire est d'autant plus malencontreuse pour Fillon que, malgré ses 35 années de vie politique dont cinq passées à Matignon, il se présente comme un candidat antisystème, se vendant comme un antidote honnête, austère et irréprochable à des années de scandales de corruption au sein de la droite française.”

En Allemagne, Die Zeit rappelle que, “pour beaucoup, Penelope Fillon était déjà vue comme la future première Dame : elle apparaissait non pas comme une collaboratrice politique mais comme une épouse sage et traditionnelle, qui s'occupe des enfants et des chevaux, sans rapport avec la politique.”

Pour l'hebdomadaire de Hambourg, “le Monsieur Propre de la politique française fait face à son premier gros scandale”. Et Die Zeit de souligner que le scandale tombe très mal pour le candidat des Républicains :

Cette semaine, il voulait briller sur la scène internationale, en rendant visite à la chancelière allemande Angela Merkel à Berlin et en demandant la fin des sanctions contre la Russie. Mais soudainement, on ne lui pose plus que cette unique question : qu'a fabriqué son épouse pendant toutes ces années ?”

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU